

DENIS CHAILLOU

Commissaire aux Comptes

*Membre de la Compagnie
Des Commissaires aux Comptes de Paris*

*147 avenue Henri Barbusse
91210 DRAVEIL*

ASSOCIATION C3 CFA

101 rue Fontaine Grelot

92160 ANTONY

=====

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

**SUR LES COMPTES ANNUELS
DE L'EXERCICE CLOS**

LE 31 DECEMBRE 2020

=====

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS
(Exercice clos le 31 décembre 2020)

Mesdames,
Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association C3 CFA relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés le 28 juin 2021 par le conseil d'administration, sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée à la Covid 19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note relative aux « Règles et méthodes comptables » en page 10 de l'annexe des comptes annuels qui expose les changements de méthode relatifs à la première application du règlement comptable ANC n°2018-06, ainsi qu'aux nouvelles modalités de financement de l'apprentissage. Les postes impactés par ces changements sont présentés à la page 19 de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir.

Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur :

- Le caractère approprié des principes comptables appliqués et la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la mise en œuvre du nouveau règlement comptable ANC 2018-06 et la prise en compte des nouvelles modalités de financement de l'apprentissage,
- Le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, en particulier en ce qui concerne les provisions pour risques et charges.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du comité directeur et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée à la Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes.

e

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Draveil, le 02 Juillet 2021

DENIS CHAILLOU

Commissaire aux Comptes



ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Draveil, le 02 Juillet 2021

DENIS CHAILLOU

Commissaire aux Comptes



C3 CFA ASSOCIATION
101 rue de la Fontaine Grelot
92160 ANTONY

COMPTES ANNUELS au 31 décembre 2020



QUANTIN & LACOUR
AUDIT - CONSEIL

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2020	Net au 31/12/2019
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	49 844	34 619	15 225	20 518
Droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles	32 500	5 461	27 039	
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	165 741	9 415	156 325	157 052
Constructions	3 132 407	1 050 599	2 081 808	2 186 338
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	1 047 137	900 654	146 483	212 058
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées aux participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	8 646		8 646	8 601
Prêts				
Autres immobilisations financières	84		84	84
Total I	4 436 359	2 000 748	2 435 611	2 584 650
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				902
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	1 121 909		1 121 909	212 672
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	19 472		19 472	15 578
Autres postes de l'actif circulant				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	609 047		609 047	1 055 130
Charges constatées d'avance	22 063		22 063	89 824
Total II	1 772 492		1 772 492	1 374 105
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	6 208 851	2 000 748	4 208 102	3 958 755

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE



QUANTIN & LACOUR
AUDIT - CONSEIL

Bilan actif

Legs nets à réaliser : acceptés par les organes statutairements compétents autorisés par l'organisme de tutelle Dons en nature restant à vendre :		
--	--	--

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

Bilan passif

	au 31/12/2020	au 31/12/2019
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Première situation nette établie</i>		
<i>Fonds statutaires</i>		
<i>Dotations non consommables</i>		
<i>Autres fonds propres</i>		
Fonds propres avec droit de reprise		
<i>Fonds statutaires</i>		
<i>Autres fonds propres</i>		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>		
<i>Réserves pour projets de l'entité</i>		
<i>Autres réserves</i>		
Report à nouveau	163 345	81 345
Excédent ou déficit de l'exercice	237 418	82 000
Situation nette (sous-total)	400 764	163 345
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 749 817	1 907 269
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (Commodat)		
Total I	2 150 580	2 070 614
FONDS REPORTES ET DEBIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	180 000	140 000
Provisions pour charges	24 389	22 344
Total III	204 389	162 344
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	582 175	358 404
Emprunts et dettes financières diverses	2 214	2 388
Avances et commandes reçues sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	214 744	243 121
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	983 123	1 063 537
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	40 645	53 982
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	30 233	4 366
Total IV	1 853 133	1 725 797
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	4 208 102	3 958 755

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE



QUANTIN & LACOUR
AUDIT - CONSEIL

Bilan passif

(1) Dont à plus d'un an (a)	513 310
Dont à moins d'un an (a)	1 339 823
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	129
(3) Dont emprunts participatifs	
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours	

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2020	Exercice N-1 31/12/2019
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		9 797
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de biens</i>		
Dont ventes de dons en nature		
<i>Ventes de prestations de services</i>	2 018 994	330 275
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	104 091	2 347 522
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>		
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>		
Dont Dons manuels		
Dont Mécénats		
Dont Legs, donations et assurances-vie		
<i>Contributions financières</i>	67 000	
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	74 201	17 926
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	84 554	6
Total I	2 348 840	2 705 525
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation des stocks		
Autres achats et charges externes	598 668	1 076 137
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	72 358	73 945
Salaires et traitements	851 623	917 499
Charges sociales	366 512	404 357
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	194 137	192 733
Dotations aux provisions	42 045	2 970
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	130 571	75 946
Total II	2 255 913	2 743 587
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	92 926	-38 062
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	775	2 167
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	775	2 167
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	6 896	15 642
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	6 896	15 642

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2020	Exercice N-1 31/12/2019
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-6 121	-13 475

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2020	Exercice N-1 31/12/2019
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	86 806	-51 537
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	157 452	162 907
Total V	157 452	162 907
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	6 839	29 369
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	6 839	29 369
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	150 613	133 537
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I+III+V)	2 507 067	2 870 598
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	2 269 649	2 788 598
EXCEDENT OU DEFICIT	237 418	82 000

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Total		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
Total		

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : C3 CFA ASSOCIATION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020, dont le total est de 4 208 102,36 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 237 418,49 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 26/05/2021 par le Bureau et arrêtés le 28/06/2021 par le conseil d'Administration.

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2020 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général (art 833-1 à 833-20) sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2018-06.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Présentation de l'Association

Rappel du contexte :

La création de C3 CFA et l'ouverture du CFA C3 (Institut Supérieur Francilien des Métiers de la Vente, du Commerce, du Management et de la Gestion des Entreprises) en juin 2005 est la résultante d'une démarche entrepreneuriale liée à une réalité économique et sociale, humaine et éducative en Région Ile de France.

C3 CFA s'inscrit durablement dans l'action et les valeurs de l'Économie Sociale et Solidaire.

Le CFA C3, a pour vocation de former des apprentis aux études supérieures dans les métiers de la Vente et du Commerce et du Management et la Gestion des entreprises et de développer 3 marqueurs :

- L'esprit entrepreneurial
- La culture citoyenne
- L'art de la communication et de la négociation.

Historiquement, les premiers diplômes dispensés par C3 CFA sont les BTS Management des Unités Commerciales et BTS Assistant de Gestion PMI/PME.

Un avenant a été signé avec la Région en vue de créer en septembre 2008 des sections en BTS Négociation Relation Client, permettant ainsi de compléter l'offre de formation en filière Vente/Commerce.

Un nouvel avenant a été signé en octobre 2009, pour la rentrée 2010, afin d'ouvrir des sections en BTS Assistant de Manager, un BTS NRC appliqué à l'assurance, et la création d'une Unité de Formation en Apprentissage délivrant un titre informatique de niveau 6 (Responsable d'étude et développement du système d'information) devenu par la suite un titre de niveau 7. Puis en 2010, un BTS Management des Unités Commerciales en 3 ans pour les sportifs pratiquant le haut niveau.

A la rentrée 2016, une classe de Responsable Marketing Opérationnel (titre de niveau 6) a ouvert ainsi qu'une section en rentrée décalée pour le même diplôme (février 2017).

Pour la rentrée 2017, une section de Dirigeant Manager opérationnel d'Entreprise (titre de niveau 7) est mise en place.

En 2019, C3 CFA est devenu UFA du CFA AFI24 pour une classe de Responsable Opérationnel d'Unité, certification de niveau 6 de GEM.

Règles et méthodes comptables

La convention quinquennale avec la Région Ile de France a été renouvelée pour cinq nouvelles années à compter du 1er janvier 2010, puis prorogée de 18 mois le 1er janvier 2015.

Une nouvelle convention quinquennale a été signée au 1er janvier 2016. Elle est remplacée au 1er janvier 2017 par un contrat de performance avec la mise en place d'un plan d'actions quinquennal et un dialogue annuel de gestion.

La réforme du 5 septembre 2018 a été effective au 1er janvier 2020 et a changé le mode de fonctionnement de l'apprentissage, ainsi que son financement.

Afin de poursuivre un développement pérenne efficace et efficient, un contrat qualité a été signé avec la Région en 2009. Sa mise en place effective a commencé en 2010. L'équipe des permanents du CFA a été renforcée pour atteindre ces nouveaux objectifs ainsi que des investissements significatifs pour améliorer la qualité de fonctionnement.

Grâce à cette démarche, C3 CFA a été certifié en 2013 NF Service 214 et confirmé en 2014 pour trois ans.

Un audit de surveillance a à nouveau eu lieu 25 AVRIL 2019 et a permis le renouvellement de ce certificat pour une nouvelle période de 3 années. C3 CFA est par ailleurs le premier qualifié ISQ OPQF le 27 JUIN 2018.

En octobre 2019, C3 CFA a décidé de s'engager dans la certification Qualiopi et a été certifié en juillet 2020.

C3 Groupe ayant opéré une structuration de ses activités, C3 CFA ne fait à la rentrée 2020/2021 plus des BTS en apprentissage.

Principes, règles et méthodes comptables

a) Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

L'option choisie pour l'affectation du bâtiment lors de l'acquisition, implique que l'organisme de gestion inscrive une quote-part de 30 % de la valeur des locaux à l'actif de son bilan.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation prévue.

Bâtiment : 30 ans

Installations, aménagements et agencements : 3 à 20 ans

Concessions, droits similaires et autres immobilisations incorporelles : 3 ans

Matériel de bureau et informatique : 3 à 10 ans

Mobilier : 3 à 5 ans

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

b) Stocks

Le CFA ne dispose d'aucun stock à la clôture de l'exercice

c) Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

d) Provisions réglementées

Aucune provision réglementée ne figure au bilan à la clôture de l'exercice.

Règles et méthodes comptables

e) Charges et produits imputables à un autre exercice

L'entreprise constate en charges ou produits constatés d'avance, toute prestation de services ou livraison de biens ayant pour fait générateur un événement se situant au cours de l'exercice suivant celui au cours duquel elle établit ses comptes.

f) Changement de méthode

Le passage du règlement CRC n°1999-01 au règlement ANC n°2018-06 et le changement de réglementation relatif aux modalités de financement, ont engendré des changements de méthodes nécessitant des informations que vous trouverez à la page 19 de la présente annexe.

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée. Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

L'association a souscrit à un PGE d'un montant de 250 000 euros et garanti par l'Etat à hauteur de 225 000 euros

Le poste Autres produits d'un montant de 84 484 € est en forte augmentation : Il s'agit essentiellement de la facturation de la prise en charge financière de la période de formation en CFA des personnes en recherche de contrat d'apprentissage (dispositif prévu à l'article 75 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020) : impact sur l'exercice 2020 : 84 000 €

Autres informations

1.1 Ressources non utilisées à la clôture de l'exercice

Les produits sont comptabilisés en cours d'année en compte de produits de la classe 7 conformément à l'avis 2003-04 du CNC.

Taxe d'apprentissage collectée non utilisée transférée en 2021 : 783 269 €

La réforme de la formation change le modèle de l'apprentissage. Le fonctionnement actuel est remplacé par un financement au coût contrat. La relation s'établit dorénavant avec les 11 OPCO et France Compétences.

L'année 2019 a été une année de transition.

L'impact du changement de réglementation relatif aux modalités de financement, sur les comptes de l'exercice 2020 est significatif :

Le poste Formation représente 86 % du total des produits d'exploitation contre 12 % en 2019

Le poste Subventions représente 4 % du total des produits d'exploitation contre 87 % en 2019

Règles et méthodes comptables

Engagement de retraite

La convention collective de l'association ne prévoit pas des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'association comptabilise au passif ses engagements de retraite calculés conformément à la convention collective des centres sociaux. Compte tenu de l'âge et de l'ancienneté des salariés, la provision est considérée comme nulle cette année.

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 1,49 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Taux de rotation du personnel : 0 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE TD 88-90)

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE



QUANTIN & LACOUR
AUDIT - CONSEIL

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	49 844	32 500		82 344
Immobilisations incorporelles	49 844	32 500		82 344
- Terrains	165 741			165 741
- Constructions sur sol propre	3 132 407			3 132 407
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	729 533			729 533
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	305 053	12 552		317 604
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	4 332 733	12 552		4 345 285
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	8 601	46		8 646
- Prêts et autres immobilisations financières	84			84
Immobilisations financières	8 685	46		8 730
ACTIF IMMOBILISE	4 391 262	45 098		4 436 359

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	29 326	10 755		40 080
Immobilisations incorporelles	29 326	10 755		40 080
- Terrains	8 689	726		9 415
- Constructions sur sol propre	946 069	104 530		1 050 599
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	555 851	57 867		613 718
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	266 677	20 259		286 936
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	1 777 286	183 382		1 960 668
ACTIF IMMOBILISE	1 806 611	194 137		2 000 748

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 163 529 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	84		84
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 121 909	1 121 909	
Autres	19 472	19 472	
Charges constatées d'avance	22 063	22 063	
Total	1 163 529	1 163 445	84
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Usagers - clients prod non facturés	344 731
Fournisseurs - rr à obtenir	4 228
Etat - produits à recevoir	667
Total	349 626

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	81 345	82 000			163 345
Excédent ou déficit de l'exercice	82 000	-82 000	237 418		237 418
Situation nette	163 345		237 419		400 764
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 907 269			157 452	1 749 817
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	2 070 614		237 419	157 452	2 150 580

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	140 000	40 000			180 000
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	22 344	2 045			24 389
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	162 344	42 045			204 389
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		42 045			
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 1 853 133 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	129	129		
- à plus de 1 an à l'origine	582 046	68 736	513 310	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	2 214	2 214		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	214 744	214 744		
Dettes fiscales et sociales	983 123	983 123		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	40 645	40 645		
Produits constatés d'avance	30 233	30 233		
Total	1 853 133	1 339 823	513 310	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	250 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	26 191			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	134 531
Intérêts courus à payer	129
Intérêts courus	2 214
Provis. congés à payer et rtt	52 559
Personnel - autres charges à payer	15 000
Charges soc s/congés à payer et rtt	21 024
Charges sociales - charges à payer	611
Charges soc s/primes à payer	6 000
Autres charges sociales à payer	8 649
Total	226 067

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	22 063		
Total	22 063		

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	30 233		
Total	30 233		

Autres informations

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 24 389 euros

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 24 389 euros

Contributions volontaires

Il n'existe pas de contributions volontaires en nature.

CERTIFIÉ
RÉGULIER ET SINCÈRE

PRESENTATION DES CHANGEMENTS INDUITS PAR L'APPLICATION DU PLAN COMPTABLE ANC 2018-06 ET LES NOUVELLES MODALITES DE FINANCEMENT DES CFA

POSTES IMPACTES PAR LES CHANGEMENTS DE METHODE	Exercice 2019 approuvé	Reclassements	Exercice 2019 Suivant la nouvelle présentation	Variation de l'exercice	Exercice 2020 Suivant la nouvelle présentation
BILAN					
ACTIF					
Autres immobilisations incorporelles - Brut	49 844	-49 844		32 500	32 500
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires - Brut		49 844	49 844		49 844
Amortissements des Autres immobilisations incorporelles	29 326	-29 326		5 461	5 461
Amortissements des Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires		29 326	29 326	5 293	34 619
Autres immobilisations incorporelles - Net	20 518	-20 518		27 039	27 039
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires - Net		20 518	20 518	-5 293	15 225
Immobilisations corporelles (sans détail) - Brut	4 332 733	-4 332 733			
Terrains		165 741	165 741		165 741
Constructions - Brut		3 132 407	3 132 407		3 132 407
Autres immobilisations corporelles - Brut		1 034 585	1 034 585	12 552	1 047 137
Amortissements des immobilisations corporelles (sans détail)	1 777 286	-1 777 286			
Amortissements des agencements des constructions		8 689	8 689	726	9 415
Amortissements des Constructions		946 069	946 069	104 530	1 050 599
Amortissements des Autres immobilisations corporelles		822 528	822 528	78 126	900 654
immobilisations corporelles (sans détail) - Net	2 555 448	-2 555 448			
Terrains - Net		157 052	157 052	-727	156 325
Constructions - Net		2 186 338	2 186 338	-104 530	2 081 808
Autres immobilisations corporelles - Net		212 058	212 058	-65 575	146 483
Immobilisations financières (sans détail)	8 685	-8 685			
Autres titres immobilisés		8 601	8 601	45	8 646
Autres immobilisations financières		84	84		84
PASSIF					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (sans détail)	162 344	-162 344			
Provisions pour risques		140 000	140 000	40 000	180 000
Provisions pour charges		22 344	22 344	2 045	24 389
Emprunts et dettes assimilées (sans détail)	360 792	-360 792			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		358 404	358 404	223 771	582 175
Emprunts et dettes financières diverses		2 388	2 388	-174	2 214
Autres Dettes (sans détail)	1 117 519	-1 117 519			
Dettes fiscales et sociales		1 063 537	1 063 537	-80 414	983 123
Autres dettes		53 982	53 982	-13 337	40 645
COMPTE DE RESULTAT					
Cotisations	9 797	-9 797			
Production vendue (biens et services)	330 275	-330 275			
Ventes de prestations de services		2 291 831	2 291 831	-272 837	2 018 994
Subventions d'exploitation	2 347 522	-2 347 522			
Concours publics et subventions d'exploitation		296 811	296 811	-192 720	104 091
Contributions financières		89 154	89 154	-22 154	67 000
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges		17 926	17 926	56 275	74 201
Autres produits	17 932	-8 129	9 803	74 751	84 554
PRODUITS D'EXPLOITATION	2 705 525		2 705 526	-356 686	2 348 840

CERTIFIÉ
RÉGULIÈREMENT
SINCÈRE

RESSOURCES DE L'ORGANISME

Origine des fonds	Montants 31/12/2020		Montants 31/12/2019	
	En €	En %	En €	En %
Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers				
Entreprises	16 783	1%	120 288	5%
Etat, Collectivités locales, étab. Pub.	-	0%	135 769	5%
Entreprises : via fongécif, OMA, FAF	2 070 809	82%	2 303 914	88%
Particuliers				
Sous total I	2 087 592		2 559 971	
Ressources provenant des pouvoirs publics				
Instances européennes				
Etat, Collectivités locales, étab. Pub.				
Régions				
Autres collectivités territoriales				
Sous total II	0		0	
Autres				
Autres organismes de formation	87 638	3%	59 432	2%
Autres ressources	354 181	14%	12 662	0%
Participations financières apprenants	-		-	
	-		-	
Sous total III	441 819		72 094	
Total des ressources	2 529 411	100%	2 632 065	100%

DECOMPOSITION DES ACTIONS DE FORMATION PAR FINALITE

Finalité des actions	Volumes financiers			
	Montants 31/12/2020		Montants 31/12/2019	
	En €	En %	En €	En %
Diplômantes	2 529 411	100%	2 632 065	100%
Perfectionnement professionnel et qualifiant		0%		0%
Insertion sociale		0%		0%
Total des ressources	2 529 411	100%	2 632 065	100%

CONVENTION DE RESSOURCES PUBLIQUES AFFECTEES

Convention	Montant initial	Suivi d'exécution		
		Solde au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Solde en fin d'exercice
Néant				